

## «Notre avenir dépend essentiellement de nous»

*par Nicolas Wuillemin*

### **Camarades, chers amis.**

C'est le 16 novembre 2004, que nous nous sommes mis en grève pour la première fois. La politique de la direction, la façon de diriger notre entreprise, nous faisait déjà craindre le pire pour l'avenir de cette dernière. Les décisions autoritaires, brutales, incohérentes et déconnectées de la réalité du terrain imposée par cette direction, devenaient inacceptables. Ces craintes pour notre avenir étaient partagées par l'ensemble du personnel. Nous étions parfaitement conscients, ouvriers et le personnel de l'encadrement, de ce qui se préparait et nous étions fermement décidés à nous battre contre ce qui se passait. Il n'y avait plus de hiérarchie de fonction. Nous étions tous unis dans le même combat. Cette unité et notre grande solidarité donnaient une formidable force à notre lutte. Nous avons pourtant auparavant multiplié les séances avec la direction et avons envoyés pas moins de cinq lettres très dures à cette dernière et au conseil d'administration. Nous n'avons jamais été entendus. Les restructurations étaient toutes plus néfastes les unes que les autres. Les licenciements de personnages clefs à notre entreprise, sans aucune explication, vidaient cette dernière de toutes ses forces opérationnelles les plus importantes. L'imposition entre autres de toujours plus de flexibilité, notamment sur le temps de travail et les salaires, la suppression de toutes les prestations sociales non obligatoires, de même que la réduction, par des méthodes douteuses, des salaires des personnes de l'encadrement pourrissaient la situation sociale et détruisaient tous rapports de confiance entre le personnel et la direction. Et cela n'était que le début de la mise en place d'une aberrante stratégie.

Nous avons repris le travail, le jeudi 25 novembre 2004, après 10 jours de grève, sur la base d'engagements qui figuraient dans un protocole d'accord qui avait été signé par les représentants du personnel des commissions d'entreprises et le conseil d'administration. Le plus important de ces engagements, stipulait clairement, que Swissmetal s'engageait à développer le site de Reconvilier. Ce protocole d'accord sur ce point et sur pratiquement tous les autres points, ne fut jamais respecté, ni par la direction, ni par le conseil d'administration.

Au printemps 2005, le groupe communiquait, que la nouvelle presse d'extrusion serait implantée à Dornach [Suisse alémanique, canton de Soleure]. Le 12 décembre il confirmait très clairement leur nouvelle stratégie industrielle. Sur le site de Reconvilier, la fonderie, le département presses d'extrusion ainsi que certains secteurs d'autres départements seraient fermés et transférés sur d'autres sites, en dépit de tout bon sens et de toute logique industrielle. Contrairement aux engagements pris par le conseil d'administration et à l'esprit du protocole d'accord, ce n'est pas un développement du site de Reconvilier qui avait été décidé, mais un formidable démantèlement programmé de longue date. L'intention inavouée est bel et bien la fermeture de Reconvilier pour des raisons financières tout autant inavouables. Pour tout le personnel de la Boillat, cela est tout simplement inacceptable. Notre engagement et la reprise de notre combat contre la destruction de notre entreprise sont justes et nécessaires. Aujourd'hui, nous nous battons et nous luttons encore et toujours pour que vive cette dernière, pour nos places de travail, pour nos clients, pour l'avenir industriel de notre région et pour nos enfants.

La reprise de notre mouvement était la seule réponse que nous pouvions donner, pour tenter d'empêcher Swissmetal de mettre son sinistre projet à exécution. A ceux qui nous en feraient le reproche, je répondrai : «quand toutes les démarches officielles ont échoué, il faut

tenter d'imposer les choses par des moyens et des éléments de pression qui ne comptent pas toujours parmi les règles mises en place par l'ordre établi».

Ce qui se passe chez nous, je ne l'ignore nullement et j'en suis parfaitement conscient, se passe aussi dans vos entreprises. De la plus petite à la plus grande. Dans le service public, chez CFF Cargo, Chez Swisscom, à la Poste et j'en passe. C'est partout la même politique, des charrettes de licenciements au nom des bénéficiaires et de la rentabilité au profit des plus nantis d'entre nous. Camarades, nous devons réagir. Mieux nous devons agir. L'enjeu est primordial. Il s'agit de l'avenir de toutes les travailleuses et de tous les travailleurs, de notre avenir à tous. Nous devons commencer par avoir la volonté de dépasser le stade des grandes déclarations d'intention, la volonté de se donner les moyens et d'oser utiliser ou inventer les instruments qui nous permettront d'obtenir ce que le plus légitimement nous revendiquons. Nous devons faire des choix et les assumer.

Les financiers de tous bords, qui veulent nous imposer une société basée uniquement sur l'argent facile, le profit exagéré et la rentabilité à outrance, au profit des seules actionnaires, par la destruction de pans entiers de notre économie, doivent être combattus avec la plus ferme volonté et la plus grande vigueur. L'association patronale Swissmem, qui prétend toujours œuvrer pour le maintien de l'industrie et des places de travail en Suisse, se doit d'agir autrement et de condamner sévèrement et publiquement de tels agissements parmi ses membres. J'invite également la classe politique et les syndicats enfin affranchis d'une paix du travail qui est de moins en moins respectée à s'engager sérieusement et rapidement afin de trouver des alternatives pour empêcher d'agir ce qu'il convient d'appeler des pilliers d'entreprise. Une loi concernant des mesures d'expropriation doit être discutée et élaborée au parlement dans les plus brefs délais. Une pétition concernant des droits de préemption [1], que je vous invite à signer, a été élaborée par un groupe de soutien à la Boillat et circule actuellement parmi vous.

Réhumanisons le monde du travail. Ce que certains nous y font subir aujourd'hui est inhumain pour ne pas dire inqualifiable. Cette volonté de vouloir nous soumettre totalement et sans aucune possibilité de recours à ce monde économique et financier est plus qu'une régression, plus qu'un retour au siècle passé. C'est une forme de retour à l'esclavage. Camarades, nous devons nous battre, encore nous battre, toujours nous battre. Mobilisons-nous répondons à la guerre par la guerre. N'ayons pas peur des mots. C'est bel et bien une guerre patronale que nous subissons depuis trop d'années. Notre avenir dépend essentiellement de nous. Nous sommes les travailleuses et les travailleurs le seul et l'unique contre-pouvoir à ce monde économique et financier. Je le redis, le seul et l'unique contre-pouvoir. Alors chers amis assumons-le. Notre avenir dépendra, j'en ai la profonde conviction, de notre faculté à répondre avec fermeté et conviction à toutes les provocations que l'on nous fait subir chaque jour.

Soyons tous solidaires, nous ne pourrions survivre, l'humanité ne pourra survivre que solidaire. Luttons tous ensemble pour notre avenir commun. Le droit au travail pour tous, et que ce droit soit égal pour l'homme et pour la femme. Exigeons d'un gouvernement d'un pays aussi riche que le nôtre qu'il entreprenne de sérieux et efficaces efforts pour créer des emplois, quand bien même aucun investisseur ne pourrait en retirer de nouveaux profits. Le chômage de masse, camarades chers amis, détruit toute la société et pousse le pays dans l'abîme. Battons-nous pour notre dignité, c'est ce que chacun d'entre nous a de plus cher.

La Boillat vivra parce que nous le voulons. Nous n'accepterons jamais, que pour de seules raisons financières, et par la volonté d'une seule personne, elle disparaisse. Je réaffirme sereinement, que notre entreprise est viable et rentable. Notre carnet de commande et notre charge de travail feraient le bonheur de bien des entreprises. Le licenciement de 122 collaborateurs est non justifié, scandaleux et inadmissible. Celui en plus des 21 cadres est le

résultat de l'insoumission de ces derniers, pour les plus justes motifs, à l'aberrante stratégie de Swissmetal. Notre usine de Reconvilier est en très grand danger de disparition par la volonté de notre direction et de notre conseil d'administration. Sa fermeture, je le redis, est programmée. Le divorce entre Swissmetal et Reconvilier est consommé. La seule alternative à notre survie est l'indépendance. Nous en appelons, au Conseil Fédéral, afin qu'il mette tout en œuvre pour que cette alternative puisse se réaliser. Grâce à votre formidable soutien et à celui de nos clients qui nous sont toujours restés fidèles, à la volonté et le très grand savoir faire de nos collaborateurs, la renommée mondiale de nos produits qui sont uniques et l'identification de toute une région à notre entreprise, nous survivrons.

La clef de notre mouvement est d'avoir un jour su dire non. Et croyez-moi ce n'est pas la chose la plus facile. Alors, pour que vivent nos entreprises, pour le maintien de nos places de travail, pour notre avenir à tous et plus particulièrement de nos enfants, réapprenons tous aujourd'hui, tout simplement à dire non.